

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Municipalité de Verchères | 59025 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Luc Forcier, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Municipalité de Verchères pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

Signature 

Date 3 mai 2022

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	23
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	24
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	25
Situation financière par organismes	26
Charges par objets	27
Excédent (déficit) accumulé	28
Avantages sociaux futurs	32

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	43
Analyse des charges consolidées	55

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la MUNICIPALITÉ DE VERCHÈRES

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la MUNICIPALITÉ DE VERCHÈRES (l' « entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2021 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MUNICIPALITÉ DE VERCHÈRES au 31 décembre 2021, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la MUNICIPALITÉ DE VERCHÈRES inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S-13, S-14, S-23-1 à S-23-4 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

· nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

· nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

MPA inc.
Société de comptables professionnels agréés

MPA inc. société de comptables agréés / Robert Arbour CPA auditeur, CA
Montréal le 3 mai 2022

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalizations	
		2021	2020
Revenus			
Taxes	1	7 763 458	7 797 324
Compensations tenant lieu de taxes	2	70 541	45 028
Quotes-parts	3		
Transferts	4	690 705	1 123 093
Services rendus	5	323 214	253 589
Imposition de droits	6	624 931	431 389
Amendes et pénalités	7	209 483	188 934
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	69 007	42 678
Autres revenus	10	87 195	111 549
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	9 838 534	9 993 584
Charges			
Administration générale	14	1 201 729	1 073 194
Sécurité publique	15	1 846 662	1 741 656
Transport	16	1 545 351	1 388 130
Hygiène du milieu	17	2 909 417	2 775 997
Santé et bien-être	18	73 248	79 670
Aménagement, urbanisme et développement	19	427 250	405 808
Loisirs et culture	20	1 599 586	1 521 699
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	260 595	194 479
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	9 863 838	9 180 633
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(25 304)	812 951
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	29 821 724	29 008 773
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27		
Solde redressé	28	29 821 724	29 008 773
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	29 796 420	29 821 724

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 002 655	3 925 275
Débiteurs (note 5)	2	7 192 318	7 593 054
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	9 194 973	11 518 329
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 085 471	879 097
Revenus reportés (note 12)	12	300 452	280 613
Dette à long terme (note 13)	13	10 552 156	11 309 992
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	113 530	106 933
Autres passifs (note 14)	15		
	16	12 051 609	12 576 635
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(2 856 636)	(1 058 306)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	32 554 465	30 776 925
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	87 864	93 798
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	10 727	9 307
	23	32 653 056	30 880 030
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	29 796 420	29 821 724
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalizations	
		2021	2020
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(25 304)	812 951
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2 (3 582 518)	(1 446 225)
Produit de cession	3	4 706	1 204
Amortissement	4	1 797 641	1 717 864
(Gain) perte sur cession	5	(897)	(1 204)
Réduction de valeur / Reclassement	6		
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	(1 781 068)	271 639
Variation des propriétés destinées à la revente	9		
Variation des stocks de fournitures	10	5 934	(9 372)
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12	(1 420)	(964)
	13	4 514	(10 336)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15	3 528	
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(1 798 330)	1 074 254
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17	(1 058 306)	(2 132 560)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20	(1 058 306)	(2 132 560)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21	(2 856 636)	(1 058 306)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(25 304)	812 951
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 797 641	1 717 864
Autres			
▪ Perte (Gain) disposition	3	7 337	(1 204)
▪	4		
	5	1 779 674	2 529 611
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	400 736	1 298 048
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	206 374	259 627
Revenus reportés	9	19 839	(133 899)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	6 597	(6 096)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	5 934	(9 372)
Autres actifs non financiers	13	(1 420)	(964)
	14	2 417 734	3 936 955
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(3 582 518)	(1 446 225)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16		1 204
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(3 582 518)	(1 445 021)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	()	()
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23		
	24		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	8 182	3 986 526
Remboursement de la dette à long terme	26	(777 326)	(960 703)
Variation nette des emprunts temporaires	27		(4 144 860)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	11 308	(48 059)
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	(757 836)	(1 167 096)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	32	(1 922 620)	1 324 838
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	33	3 925 275	2 600 437
Solde déjà établi	34		
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	35	3 925 275	2 600 437
Solde redressé	36	2 002 655	3 925 275
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Verchères est constituée en vertu du Code Municipal du Québec. Elle est dirigée par un conseil regroupant 6 conseillers et un maire.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté à la page S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 @ S23-4.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

Les états financiers consolidés incluent la quote-part revenant à la ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait ligne par ligne.

La municipalité participe au partenariat suivant :

Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent. (consolidation ligne par ligne) (2,945%)

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que la comptabilisation des revenus et charges aux cours de la période visée par les états financiers consolidés. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers**Trésorerie et équivalent de trésorerie**

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

b) Actifs non financiers**Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures: 15, 20 et 40 ans

Bâtiments: 40 ans

Véhicules: 5, 10, 15 et 20 ans

Ameublement et équipement de bureau: 5 et 10 ans

Machinerie, outillage et équipement: 10, 15 et 20 ans

Amélioration locatives : période de 10 ans

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

D) Passifs**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Revenus

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur ;

les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

les revenus d'intérêts sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils sont gagnés;

les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Les transferts (subvention) en provenance des gouvernements sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur. Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Provenant de consolidation régie de police Richelieu Saint-Laurent

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la régie est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la régie est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Régie en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2021 selon la méthode suivante : valeur lissée 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant (pour la dernière fois en 2019) faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

pouvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- Pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette ;
- Avantages sociaux futurs :
 - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - pour le montant négatif créé en 2010 pour contrer l'effet de la charge des cotisations versées par un autre employeur: sur la DMERCA des salariés participants au 31 décembre 2010 .

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds. soit celles impliquant des excédents affectés ou non affectés. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges, mais des éléments de conciliations à des fins fiscales.

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La ville est apparentée avec tous les organismes décrits dans la section Périmètre comptable et partenariat, qui se trouve dans les principales méthodes comptables. Elle est également apparentée à ses principaux dirigeants, leurs proches parents, ainsi que les entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives de ces entités. Les principaux dirigeants sont les membres du conseil, ainsi que le directeur général de la ville.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

La ville n'a conclu aucune opération importante avec des apparentés à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées. Aucune transaction n'a été conclue entre la ville et ses principaux dirigeants, leurs proches parents et les entités pour lesquels ces personnes ont le pouvoir d'orienter les politiques financières et administratives.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	2 002 655	3 925 275
Découvert bancaire	2	()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	2 002 655	3 925 275
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	602 905	836 388
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note**5. Débiteurs**

		2021	2020
Taxes municipales	11	194 414	223 847
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	6 114 349	6 618 176
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	333 284	217 023
Organismes municipaux	15	92 496	120 843
Autres			
▪ Mutations ; intérêts	16	336 278	209 185
▪ Divers	17	121 497	203 980
	18	7 192 318	7 593 054
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	5 747 486	5 747 486
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	5 747 486	5 747 486
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	7 786	11 697

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

6. Prêts

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs**

		2021	2020
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(113 530)	(106 933)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	(113 530)	(106 933)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	127 018	100 425
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	72 847	72 854
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	241	287
	43	200 106	173 566

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Note**10. Emprunts temporaires**

La municipalité bénéficie d'une marge de crédit d'un montant de 500 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel. Le solde est inutilisé au 31 décembre 2021.

Consolidation Régie de police Richelieu-Saint-Laurent

Au 31 décembre 2021, la régie dispose d'une marge de crédit autorisée de 1 000 000\$. Le solde est inutilisé au 31 décembre 2021. Les montants prélevés portent intérêts au taux de base.

La quote-part de la municipalité de Verchères dans ces engagements s'élève à 2,945%.

11. Créiteurs et charges à payer

		2021	2020
Fournisseurs	47	429 409	478 701
Salaires et avantages sociaux	48	189 806	172 891
Dépôts et retenues de garantie	49	391 094	105 856
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪ Intérêts	51	75 162	81 649
▪	52		
▪ Presbytaire à payer	53		40 000
▪	54		
▪	55		
	56	1 085 471	879 097

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

12. Revenus reportés

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57	7 604	7 699
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60	58 593	40 646
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68		
Autres			
▪	69		
▪ Ballet Jazz	70	1 778	1 130
▪	71		
▪ Subvention	72	232 477	231 138
▪	73		
▪	74		
▪	75		
	76	300 452	280 613

Note**13. Dette à long terme**

	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			2021	2020
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,50	5,95	2022	2050	77	10 583 700	11 342 200
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					81		
Organismes municipaux					82		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,29	3,90	2022	2023	83	5 207	15 851
Autres					84		
					85	10 588 907	11 358 051
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	(36 751)	(48 059)
					87	10 552 156	11 309 992

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2022	88	737 560		5 136	742 696
2023	89	762 660		71	762 731
2024	90	763 250			763 250
2025	91	632 600			632 600
2026	92	628 500			628 500
2027 et plus	93	7 059 130			7 059 130
	94	10 583 700		5 207	10 588 907
Intérêts et frais accessoires	95	()	()	()	()
	96	10 583 700		5 207	10 588 907

Note**14. Autres passifs**

	2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97	
Assainissement des sites contaminés	98	
Autres		
▪	99	
▪	100	
▪	101	
▪	102	
	103	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	11 559 915	357 500		11 917 415
Eaux usées	105	23 339 120	1 974 296		25 313 416
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	12 042 711	1 040 965		13 083 676
Autres					
▪ Infrastructures	107	2 565 076	109 663		2 674 739
▪	108				
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	4 951 616			4 951 616
Améliorations locatives	111	34 183	278		34 461
Véhicules	112	2 305 686	25 909	212 495	2 119 100
Ameublement et équipement de bureau	113	493 979	20 606		514 585
Machinerie, outillage et équipement divers	114	683 527	53 301		736 828
Terrains	115	1 034 403			1 034 403
Autres	116				
	117	59 010 216	3 582 518	212 495	62 380 239
Immobilisations en cours	118				
	119	59 010 216	3 582 518	212 495	62 380 239
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	120	5 901 383	341 237		6 242 620
Eaux usées	121	12 168 828	612 505		12 781 333
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	4 631 355	383 924		5 015 279
Autres					
▪ Infrastructures	123	1 221 248	140 220		1 361 468
▪	124				
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	2 255 082	116 242		2 371 324
Améliorations locatives	127	32 790	215		33 005
Véhicules	128	1 056 094	135 804	205 158	986 740
Ameublement et équipement de bureau	129	444 144	22 353		466 497
Machinerie, outillage et équipement divers	130	522 367	45 141		567 508
Autres	131				
	132	28 233 291	1 797 641	205 158	29 825 774
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	30 776 925			32 554 465
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	134	115 846		37 113	78 733
Amortissement cumulé	135	(69 230)		(4 125)	(65 105)
Valeur comptable nette	136	46 616			13 628

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

16. Propriétés destinées à la revente

	2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137	
Immeubles industriels municipaux	138	
Autres	139	
	140	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
VALEUR COMPTABLE NETTE	153				

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2021	2020
Frais payés d'avance		
▪ Assurance ; école de police	154	10 727
▪	155	
▪	156	
Autres		
▪	157	
▪	158	
	159	9 307

Note**19. Obligations contractuelles****Consolidation Régie de police Richelieu-Saint-Laurent**

En vertu des divers contrats, la Régie s'est engagée pour les 3 prochains

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

exercices pour une somme globale de **1 183 770\$**. Pour pourvoir à ces engagements, la Régie devra prévoir pour les 3 prochains exercices financiers les sommes suivantes:

Location de système de radio communication: 394 590\$ en 2022, 394 590\$ en 2023 et 394 590\$ en 2024.

La quote-part de la Municipalité de Verchères s'élève à 2,945%.

20. Droits contractuels

S.O.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2021	2020
	160		

N.A.

B) Auto-assurance

Provenant de la consolidation de la Régie de police Richelieu-Saint-Laurent

La régie assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme conjointement avec un programme de supplément à l'Assurance emploi pour les employés cadres.

La quote-part de la Municipalité de Verchères s'élève à 2,945%.

C) Poursuites

Poursuite de la Régie de police Richelieu-Saint-Laurent

Au cours de l'exercice, la Régie a fait l'objet de griefs de certains de ces employés, pour une somme indéterminée.

La Régie croit au bien-fondé de sa défense et continue à faire valoir ses droits devant les tribunaux. Les pertes qui, le cas échéant, résulteraient de ces poursuites, seraient comptabilisées aux résultats de l'exercice où elles seraient connues.

La Régie fait l'objet d'une réclamation totalisant 29 000 \$ qui a été intentée par un citoyen suite à un incident survenu sur son territoire. L'audience pour ce dossier est présentement en cours et il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ce litige et le montant que la Régie pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers et tout règlement concernant cette poursuite sera enregistré dans les résultats de l'exercice en cours.

La quote-part de la Municipalité de Verchères s'élève à 2,945%.

D) Autres

ENVIRONNEMENT

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Compte tenu des lois sur l'environnement, il est possible que le niveau de contamination de certains terrains détenus par la Ville excède les normes en vigueur. La Ville n'est pas en mesure de prévoir l'importance des exigences futures dans le domaine et elle ne peut donc présentement établir le coût des mesures correctrices à apporter, ni leur mode de financement.

Provenant de la consolidation de la Régie de police Richelieu-Saint-Laurent

Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminés du secteur municipal.

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminés du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieur de Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues à cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'un ou l'autres des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2021. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie car elle ne peut être mesurées avec une fiabilité raisonnable.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

25. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Budget 2021	Réalisations 2021			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	7 494 295	7 651 400	7 763 458			7 763 458
Compensations tenant lieu de taxes	2	45 028	42 800	70 541			70 541
Quotes-parts	3					1 041 953	
Transferts	4	1 123 093	581 700	695 746			695 746
Services rendus	5	214 418	318 500	283 601		67 395	323 214
Imposition de droits	6	431 389	328 000	624 931			624 931
Amendes et pénalités	7	29 395	20 000	41 231		168 252	209 483
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	37 901	50 000	65 448		3 559	69 007
Autres revenus	10	110 020	48 000	86 442		753	87 195
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	9 485 539	9 040 400	9 631 398		1 281 912	9 843 575
Investissement							
Taxes	13	303 029					
Quotes-parts	14						
Transferts	15			(5 041)			(5 041)
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	303 029		(5 041)			(5 041)
	22	9 788 568	9 040 400	9 626 357		1 281 912	9 838 534
Charges							
Administration générale	23	1 006 534	1 296 550	1 083 841	49 190	68 698	1 201 729
Sécurité publique	24	1 432 575	1 644 650	1 533 967	140 868	1 241 562	1 846 662
Transport	25	968 197	1 559 120	1 103 750	441 601		1 545 351
Hygiène du milieu	26	1 861 080	2 838 400	1 937 845	971 572		2 909 417
Santé et bien-être	27	79 670	86 200	73 248			73 248
Aménagement, urbanisme et développement	28	402 714	435 100	424 602	2 648		427 250
Loisirs et culture	29	1 369 777	2 029 770	1 441 695	157 891		1 599 586
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	181 089	251 000	240 253		20 342	260 595
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	1 685 672		1 763 770	(1 763 770)		
	34	8 987 308	10 140 790	9 602 971		1 330 602	9 863 838
Excédent (déficit) de l'exercice	35	801 260	(1 100 390)	23 386		(48 690)	(25 304)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		<u>Réalisations 2020</u>	<u>Budget 2021</u>	<u>Réalisations 2021</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
					Total consolidé ¹	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	801 260	(1 100 390)	23 386	(48 690)	(25 304)
Moins : revenus d'investissement	2	(303 029)	()	(5 041)	()	(5 041)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	498 231	(1 100 390)	28 427	(48 690)	(20 263)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	1 685 672		1 763 770	33 871	1 797 641
Produit de cession	5		1 676 300	3 809	897	4 706
(Gain) perte sur cession	6				(897)	(897)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	1 685 672	1 676 300	1 767 579	33 871	1 801 450
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(458 674)	(393 600)	(489 630)	(10 645)	(500 275)
	18	(458 674)	(393 600)	(489 630)	(10 645)	(500 275)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(1 074 712)	(530 000)	(702 310)	()	(702 310)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			3 809		3 809
Excédent de fonctionnement affecté	21	611 943	460 100	440 100	51 744	491 844
Réserves financières et fonds réservés	22	(112 410)	(112 410)	(105 674)	(18 802)	(124 476)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(48 059)		11 308	(4 314)	6 994
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(623 238)	(182 310)	(352 767)	28 628	(324 139)
	26	603 760	1 100 390	925 182	51 854	977 036
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 101 991		953 609	3 164	956 773

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Réalizations 2020		Réalizations 2021		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	303 029	(5 041)	(5 041)	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Sécurité publique	2 (62 762)(37 771)(28 670)(66 441)
Administration générale	3 (2 270)(12 595)()	12 595)
Transport	4 (1 041 947)(1 024 767)()	1 024 767)
Hygiène du milieu	5 (174 415)(2 410 085)()	2 410 085)
Santé et bien-être	6 ())))
Aménagement, urbanisme et développement	7 ())))
Loisirs et culture	8 (133 318)(68 630)()	68 630)
Réseau d'électricité	9 ())))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())))
	11 (1 414 712)(3 553 848)(28 670)(3 582 518)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 ())))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 ())))
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	3 742 000			
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	1 074 712	702 310	702 310	
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16				
Excédent de fonctionnement affecté	17		940	940	
Réserves financières et fonds réservés	18	380 000	27 730	27 730	
	19	1 454 712	702 310	28 670	730 980
	20	3 782 000	(2 851 538)	(2 851 538)	
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	4 085 029	(2 856 579)	(2 856 579)	

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2020		2021	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	3 573 793	1 666 870	335 785	2 002 655
Débiteurs (note 5)	2	7 465 798	7 073 269	119 049	7 192 318
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	11 039 591	8 740 139	454 834	9 194 973
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	726 444	907 360	178 111	1 085 471
Revenus reportés (note 12)	12	280 613	300 452		300 452
Dettes à long terme (note 13)	13	11 294 141	10 546 949	5 207	10 552 156
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			113 530	113 530
Autres passifs (note 14)	15				
	16	12 301 198	11 754 761	296 848	12 051 609
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(1 261 607)	(3 014 622)	157 986	(2 856 636)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	30 701 760	32 484 501	69 964	32 554 465
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20	89 820	83 480	4 384	87 864
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22			10 727	10 727
	23	30 791 580	32 567 981	85 075	32 653 056
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	1 698 248	2 107 073	55 313	2 162 386
Excédent de fonctionnement affecté	25	1 584 220	1 685 095	138 257	1 823 352
Réserves financières et fonds réservés	26	481 826	587 500	15 405	602 905
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(48 059)	(36 751)	30 672	(6 079)
Financement des investissements en cours	28		(2 856 579)		(2 856 579)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	25 717 620	27 993 519	64 758	28 058 277
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	29 529 973	29 553 359	243 061	29 796 420
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	2 016 550	1 879 752	2 764 430	2 610 371
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	421 980	435 698	681 782	609 015
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	3 173 360	2 710 498	2 848 877	2 615 866
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	232 800	232 370	232 742	178 584
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	18 200	7 883	27 853	15 895
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	2 514 900	2 573 000	1 503 265	1 433 038
Transferts	15				
Autres	16			7 248	
Autres organismes					
Transferts	17				
Autres	18				
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	1 763 000	1 763 770	1 797 641	1 717 864
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪	21				
▪	22				
▪	23				
	24	10 140 790	9 602 971	9 863 838	9 180 633

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 162 386	1 965 671
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 823 352	1 584 220
Réserves financières et fonds réservés	3	602 905	481 826
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(6 079)	(13 072)
Financement des investissements en cours	5	(2 856 579)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	28 058 277	25 776 935
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	29 796 420	29 821 724
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	2 107 073	1 698 248
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	55 313	267 423
	11	2 162 386	1 965 671
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Équilibre budgétaire	12	500 000	435 000
▪ CIT	13	529 763	559 763
▪ 350e	14	100 975	60 000
▪ Collecte sélective	15	158 136	193 135
▪ Membrane usine	16	270 000	240 000
▪ Boue épuration	17	86 222	56 322
▪ Évaluation	18	40 000	40 000
▪	19		
▪	20		
	21	1 685 096	1 584 220
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Projets spéciaux	22	87 045	
▪ Éventualités	23	51 211	
▪	24		
	25	138 256	
	26	1 823 352	1 584 220

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	27	
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	587 500
Organismes contrôlés et partenariats	38	15 405
Solde disponible des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	6 739
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪	45	
▪	46	
	47	602 905
	48	481 826
	48	602 905
		481 826

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (13 606)	(15 343)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()	()
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52 ()	()
Autres	53 (17 066)	(19 644)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54 ()	()
	55 (30 672)	(34 987)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56 ()	()
Assainissement des sites contaminés	57 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 ()	()
Autres		
▪	59 ()	()
▪	60 ()	()
	61 (30 672)	(34 987)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	62 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	63 ()	()
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	64 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	65 ()	()
Autres		
▪	66 ()	()
▪	67 ()	()
	68 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	69 ()	()
Mesure relative à la COVID-19	70 ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	71 ((36 751))	((48 059))
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72 ()	()
Autres		
▪	73 ()	()
▪	74 ()	()
	75 ((36 751))	((48 059))
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	76	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79	
Autres	80	
▪	81	
	82 ((6 079))	((13 072))

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	83	
Investissements à financer	84 (2 856 579)	()
	85 (2 856 579)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86 32 554 465	30 776 925
Propriétés destinées à la revente	87	
Prêts	88	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90	
	91 32 554 465	30 776 925
Ajustements aux éléments d'actif	92	
	93 32 554 465	30 776 925
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	94 (10 552 156)	11 309 992)
Frais reportés liés à la dette à long terme	95 (36 751)	48 059)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96 5 747 486	5 747 486
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97 36 852	(48 059)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98 308 381	658 634
	99 (4 496 188)	4 999 990)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100 ()	()
	101 (4 496 188)	4 999 990)
	102 28 058 277	25 776 935

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	3
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Provenant de la Régie intermunicipale de Police Richelieu Saint-Laurent

i) Régimes complémentaires de retraite des policiers syndiqués, des cadres et des employés de bureau et des préposés aux communications de la Régie intermunicipale de police Richelieu Saint-Laurent.

Les régimes capitalisés auprès de Retraite Québec font l'objet d'évaluations actuarielles triennales. Le régime des policiers a fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre 2019, le régime des cadres au 31 décembre 2019 et celui des employés de bureau au 31 décembre 2019.

« Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipale »

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, 2014, chap. S-2.1.1.) (« Loi RRSM »). La loi RRSM vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement aux services accumulés avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « volet antérieur ») et les services qui s'accumulent à compter du 1er janvier 2014 (ci-après le « volet courant »). Le présent rapport tient compte des ententes survenues entre les parties dans le cadre de la Loi RRSM pour les trois régimes de retraite. »

Description des régimes:

1. Date d'entrée en vigueur des régimes: le 1er janvier 2008

2. Date de la retraite

a) Date de la retraite normale: à l'âge de 65 ans.

b) Date de la retraite facultative:

Relativement aux années de services reconnues antérieurement au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions du régime antérieur applicable, tel que stipulé aux annexes A, B et C des règlements des régimes.

Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:

i) Policiers syndiqués: Tout participant peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans. Nonobstant ce qui précède, tout participant actif anciennement du régime antérieur de la Ville de Sainte-Julie dont l'âge ou les années de service totalisent 85 peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

précédant la date normale de sa retraite.

ii) Cadres et employés de bureau et préposés aux communications: Tout participant actif âgé de 58 ans et plus dont l'âge et les années de service totalisent 80 peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois précédant la date de la retraite normale.

c) Date de retraite anticipée

Tout participant peut prendre sa retraite à compter de son 55e anniversaire de naissance (exception les policiers 50e anniversaire). Sa rente est alors réduite de 1/3% par mois (4% par année) pour chaque mois d'anticipation entre la date de la retraite anticipée et la date initiale de retraite facultative.

3. Créances de rente

a) Rente de base

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables des régimes antérieurs, telle que stipulé aux annexes A, B et C du règlement du régime. Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: 2% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception 2% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et des préposés aux communications).

b) Rente de raccordement

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables au régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: 0.5% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception de 0.35% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et les préposés aux communications).

4. Prestation en cas de cessation de service

Outre ce qui est prévu par la Loi, lorsqu'un participant quitte le service pour toute raison autre que le décès ou la retraite, il a le choix entre l'une ou l'autre des options suivantes:

a) Une rente différée payable à la date normale de retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.

b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a).

5. Prestation de décès avant la retraite

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Remboursement de la valeur actuelle de la rente accumulée par le participant avant son décès.

6. Prestation de décès après la retraite

a) Relativement aux années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables aux régimes antérieurs, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

b) Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: la rente continue, s'il y a lieu, à être versée au bénéficiaire désigné jusqu'à ce que les 120 versements mensuels aient été reçus par le participant et son bénéficiaire, exception de 60 versements garantis au volet courant pour le régime des employés de bureau et des préposés aux communication.

7. Invalidité

Pour le régime des policiers syndiqués, il y a exonération des cotisations salariales durant toute la période d'invalidité au cours de laquelle l'employé reçoit des prestations en vertu du régime d'assurance invalidité longue durée. Les prestations au cours de cette période sont fondées sur le salaire que recevait le participant au début de l'invalidité.

8. Indexation à la retraite

a) Cadres : les excédents d'actif constatés aux évaluations actuarielles futures déterminent si les rentes seront indexées dans le futur de façon ponctuelles. De plus, pour les participants retraités au sens de la Loi RRSM, les rentes sont indexées selon 23,55% de l'IPC, sujet à un maximum de 2%.

b) Policiers syndiqués : les excédents d'actif constatés aux évaluations actuarielles futures déterminent si les rentes seront indexées dans le futur de façon ponctuelles. De plus, pour les participants retraités au sens de la Loi RRSM, les rentes sont indexées selon 50% de l'IPC, sujet à un maximum de 2%.

c) Employés de bureau et préposés aux communications : les excédents d'actif constatés aux évaluations actuarielles futures déterminent si les rentes seront indexées dans le futur de façon ponctuelles.

9. Règle du 50% (cotisation excédentaire)

Lors de la cessation de service, du décès ou lors de la retraite, l'employeur doit financer au moins 50% de la valeur de toute prestation résultant des années de services reconnues à compter du 1er janvier 1990.

10. Cotisations salariales

a) Policiers syndiqués: Volet courant: 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50% de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2019, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 11,40% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation. Volet antérieur : aucune

b) Cadres: Volet courant : 50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50% de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2019, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 11,26% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation. Volet antérieur : aucune

c) Employés de bureau et préposés aux communications: 50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50% de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2019, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 10,45% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation. Volet antérieur : aucune

11. Cotisation patronale

Volet courant : 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Se référer à la section cotisations salariales pour les pourcentages versés selon l'évaluation actuarielle. En plus de cette cotisation, l'employeur doit verser 50 % de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi.

Volet antérieur : Au cours de chaque exercice financier, l'employeur verse la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (106 933)	(113 029)
Charge de l'exercice	4 (127 018)	(100 425)
Cotisations versées par l'employeur	5 120 421	106 521
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (113 530)	(106 933)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 4 253 140	3 866 814
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (4 425 422)	(4 111 191)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (172 282)	(244 377)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 58 752	137 444
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (113 530)	(106 933)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (113 530)	(106 933)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 3	3
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 4 253 140	3 866 814
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (4 425 422)	(4 111 191)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (172 282)	(244 377)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 259 926	164 390
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 4 653	
	20 264 579	164 390
Cotisations salariales des employés	21 (171 605)	(82 519)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23 92 974	81 871
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 16 875	5 949
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25 (2 768)	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29	
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 107 081	87 820
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 233 715	218 755
Rendement espéré des actifs	33 (213 778)	(206 150)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 19 937	12 605
Charge de l'exercice	35 127 018	100 425

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 338 439	223 467
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (213 778)	(206 150)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 124 661	17 317
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (60 078)	(122 453)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 244 141	136 118
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 4 336 571	4 015 861
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44 96 655	91 766
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 28 390	6 479
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 12	12
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,38 %	5,48 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,48 %	5,48 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 1

Description des régimes et autres renseignements**Régime de la municipalité de Verchères**

Le régime offert aux employés est un régime de retraite à cotisations déterminées, l'employeur contribue à hauteur de 6%. La contribution de l'employé est de 5%. L'employeur remet une fois par mois sa contribution et celle du salarié au fiduciaire choisi par le régime de retraite.

		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111	72 847	72 854
	112	<u>72 847</u>	<u>72 854</u>

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____

Description des régimes et autres renseignements

		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116		
Autres régimes	117		
	118		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	19	14

Description du régime

La participation des élus est seulement pour la Régie de Police intermunicipale Richelieu St-Laurent

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2021	2020
Cotisations des élus au RREM	120	72	86
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	241	287
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122		
	123	241	287
Note			

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées	
		municipale	Réalisations	Réalisations
TAXES		Réalisations	2021	Réalisations
		2021		2020
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	5 578 974	5 578 974	5 443 987
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	153 622	153 622	152 570
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	5 732 596	5 732 596	5 596 557
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	613 816	613 816	619 862
Égout	13	469 175	469 175	460 983
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	677 298	677 298	647 321
Autres				
▪ Cours d'eau	16	93 065	93 065	22 611
▪ Vidages fosses septiques	17	29 460	29 460	29 520
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19	29 831	29 831	27 893
Service de la dette	20	118 217	118 217	89 548
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			303 029
	24	2 030 862	2 030 862	2 200 767
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	2 030 862	2 030 862	2 200 767
	29	7 763 458	7 763 458	7 797 324

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	30	101	101	107
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	31			
Taxes d'affaires	32			
Compensations pour les terres publiques	33			
	34	101	101	107
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	35	11 271	11 271	10 536
Cégeps et universités	36			
Écoles primaires et secondaires	37	54 065	54 065	29 426
	38	65 336	65 336	39 962
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	39	5 104	5 104	4 959
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	40			
Taxes d'affaires	41			
	42	5 104	5 104	4 959
	43	70 541	70 541	45 028
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	44			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	45			
Taxes d'affaires	46			
	47			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	48			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	49			
	50			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	51			
Autres	52			
	53			
	54	70 541	70 541	45 028

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
	Administration générale	55		
	Sécurité publique			
	Police	56		
	Sécurité incendie	57		2 860
	Sécurité civile	58		
	Autres	59		
	Transport			
	Réseau routier			
	Voirie municipale	60	15 080	15 080
	Enlèvement de la neige	61		14 080
	Autres	62		
	Transport collectif			
	Transport en commun			
	Transport régulier	63		
	Transport adapté	64		
	Transport scolaire	65		
	Autres	66		
	Transport aérien	67		
	Transport par eau	68		
	Autres	69		
	Hygiène du milieu			
	Eau et égout			
	Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70		45 000
	Réseau de distribution de l'eau potable	71	189 393	189 393
	Traitement des eaux usées	72		127 269
	Réseaux d'égout	73		
	Matières résiduelles			
	Déchets domestiques et assimilés	74		
	Matières recyclables			
	Collecte sélective			
	Collecte et transport	75		
	Tri et conditionnement	76		
	Autres	77		
	Autres	78		
	Cours d'eau	79		
	Protection de l'environnement	80		
	Autres	81		

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	82			
Sécurité du revenu	83			
Autres	84	1 055	1 055	1 431
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	85			16 600
Rénovation urbaine	86			
Promotion et développement économique	87			
Autres	88	378 443	378 443	333 912
Loisirs et culture				
Activités récréatives	89	36 861	36 861	50 332
Activités culturelles				
Bibliothèques	90	13 400	13 400	17 413
Autres	91	15 500	15 500	13 500
Réseau d'électricité	92			
	93	649 732	649 732	622 397

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	94			
Sécurité publique				
Police	95			
Sécurité incendie	96			
Sécurité civile	97			
Autres	98			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	99			
Enlèvement de la neige	100			
Autres	101			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	102			
Transport adapté	103			
Transport scolaire	104			
Autres	105			
Transport aérien	106			
Transport par eau	107			
Autres	108			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109			
Réseau de distribution de l'eau potable	110	(5 041)	(5 041)	
Traitement des eaux usées	111			
Réseaux d'égout	112			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	113			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	114			
Tri et conditionnement	115			
Autres	116			
Autres	117			
Cours d'eau	118			
Protection de l'environnement	119			
Autres	120			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020	
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	121			
Sécurité du revenu	122			
Autres	123			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	124			
Rénovation urbaine	125			
Promotion et développement économique	126			
Autres	127			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	128			
Activités culturelles				
Bibliothèques	129			
Autres	130			
Réseau d'électricité	131			
	132	(5 041)	(5 041)	

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020	
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	133			
Péréquation	134			
Neutralité	135			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	136			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137			
Fonds de développement des territoires	138			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140			
Dotations spéciales de fonctionnement	141			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142			
Autres	143	46 014	46 014	500 696
	144	46 014	46 014	500 696
TOTAL DES TRANSFERTS	145	690 705	690 705	1 123 093

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	146			
Évaluation	147			
Autres	148			9 819
	149			9 819
Sécurité publique				
Police	150			
Sécurité incendie	151			85 476
Sécurité civile	152			
Autres	153	95 303	95 303	
	154	95 303	95 303	85 476
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	155			
Enlèvement de la neige	156	12 992	12 992	12 667
Autres	157			
Transport collectif	158			
Autres	159			
	160	12 992	12 992	12 667
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	161			
Réseau de distribution de l'eau potable	162			
Traitement des eaux usées	163			
Réseaux d'égout	164			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	165			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	166			
Tri et conditionnement	167			
Autres	168			
Autres	169			
Cours d'eau	170			
Protection de l'environnement	171			
Autres	172			
	173			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020	
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	174			
Autres	175			
	176			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	177			
Rénovation urbaine	178			
Promotion et développement économique	179			
Autres	180			
	181			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	182			
Activités culturelles				
Bibliothèques	183			
Autres	184			
	185			
Réseau d'électricité	186			
	187	108 295	108 295	107 962

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	188			
Évaluation	189			
Autres	190			39 806
	191			39 806
Sécurité publique				
Police	192			
Sécurité incendie	193			
Sécurité civile	194			
Autres	195	700	40 313	
	196	700	40 313	
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	197			
Enlèvement de la neige	198			
Autres	199			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	200			
Transport adapté	201			
Transport scolaire	202			
Autres	203			
Autres	204			
	205			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	206			
Réseau de distribution de l'eau potable	207			
Traitement des eaux usées	208			
Réseaux d'égout	209			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	210			
Matières recyclables	211			
Autres	212			
Cours d'eau	213			
Protection de l'environnement	214			
Autres	215	3 500	3 500	2 800
	216	3 500	3 500	2 800

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>			Administration municipale	Données consolidées	
			Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS (suite)					
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	217				
Sécurité du revenu	218				
Autres	219				
	220				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	221				
Rénovation urbaine	222				
Promotion et développement économique	223				
Autres	224				
	225				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	226	119 468	119 468	14 408	
Activités culturelles					
Bibliothèques	227	2 370	2 370	1 722	
Autres	228	49 268	49 268	86 891	
	229	171 106	171 106	103 021	
Réseau d'électricité					
	230				
	231	175 306	214 919	145 627	
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	283 601	323 214	253 589	

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	9 465	9 465	8 383
Droits de mutation immobilière	234	615 466	615 466	423 006
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236			
	237	624 931	624 931	431 389
AMENDES ET PÉNALITÉS	238	41 231	209 483	188 934
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	239			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	240	65 448	69 007	42 678
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241		897	1 204
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions	248			
Redevances réglementaires	249			
Autres	250	86 442	86 298	110 345
	251	86 442	87 195	111 549
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	252			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	140 034		140 034	143 483	136 187
Greffe et application de la loi	2	86 336		86 336	131 608	58 505
Gestion financière et administrative	3	504 254		504 254	504 254	474 840
Évaluation	4	73 268		73 268	73 268	54 945
Gestion du personnel	5	22 016		22 016	41 993	9 604
Autres						
▪ Administratif	6	257 933	49 190	307 123	307 123	339 113
▪	7					
	8	1 083 841	49 190	1 133 031	1 201 729	1 073 194
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	1 010 208		1 010 208	1 182 035	1 186 739
Sécurité incendie	10	512 649	140 868	653 517	653 517	533 501
Sécurité civile	11	11 110		11 110	11 110	21 416
Autres	12					
	13	1 533 967	140 868	1 674 835	1 846 662	1 741 656
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	491 485	407 172	898 657	898 657	764 322
Enlèvement de la neige	15	245 623	13 759	259 382	259 382	251 747
Éclairage des rues	16	28 211	20 670	48 881	48 881	37 240
Circulation et stationnement	17	2 730		2 730	2 730	8 260
Transport collectif						
Transport en commun	18	335 701		335 701	335 701	326 561
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	1 103 750	441 601	1 545 351	1 545 351	1 388 130

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées		
	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020	
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	397 075	287 287	684 362	684 362	684 429
Réseau de distribution de l'eau potable	24	173 607	157 915	331 522	331 522	324 983
Traitement des eaux usées	25	258 634	186 738	445 372	445 372	417 726
Réseaux d'égout	26	236 306	327 668	563 974	563 974	498 138
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	195 243		195 243	195 243	195 272
Élimination	28	57 909		57 909	57 909	53 856
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	26 065		26 065	26 065	19 733
Tri et conditionnement	30	233		233	233	48 370
Matières organiques						
Collecte et transport	31	178 264		178 264	178 264	173 519
Traitement	32	161 316		161 316	161 316	161 533
Matériaux secs	33	78 690		78 690	78 690	73 703
Autres						
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	149 188	11 964	161 152	161 152	95 925
Protection de l'environnement						
Autres	39	25 315		25 315	25 315	28 810
	40	1 937 845	971 572	2 909 417	2 909 417	2 775 997
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	40 305		40 305	40 305	49 359
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	32 943		32 943	32 943	30 311
	44	73 248		73 248	73 248	79 670

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	299 250	725	299 975	283 995
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48	91 679		91 679	91 367
Tourisme	49	18 321	1 923	20 244	25 811
Autres	50	15 352		15 352	4 635
Autres	51				
	52	424 602	2 648	427 250	405 808
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	115 003		115 003	61 673
Patinoires intérieures et extérieures	54	87 681	17 118	104 799	88 954
Piscines, plages et ports de plaisance	55	102 999	18 160	121 159	146 360
Parcs et terrains de jeux	56	468 220	119 625	587 845	571 099
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58				
Autres	59	269 871	700	270 571	254 397
	60	1 043 774	155 603	1 199 377	1 122 483
Activités culturelles					
Centres communautaires	61	61 192		61 192	114 522
Bibliothèques	62	232 588	2 005	234 593	208 397
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63	1 678	283	1 961	4 078
Autres ressources du patrimoine	64	11 735		11 735	120
Autres	65	90 728		90 728	72 099
	66	397 921	2 288	400 209	399 216
	67	1 441 695	157 891	1 599 586	1 521 699

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	69	232 370	232 370	232 742	178 584
Autres frais	70				
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71			19 937	12 605
Autres	72	7 883	7 883	7 916	3 290
	73	240 253	240 253	260 595	194 479
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75	1 763 770 (1 763 770)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Infrastructures			
	Conduites d'eau potable	1 14 280	14 280	34 448
	Usines de traitement de l'eau potable	2 314 523	314 523	54 357
	Usines et bassins d'épuration	3		
	Conduites d'égout	4 2 081 283	2 081 283	85 610
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6 1 024 767	1 024 767	376 784
	Ponts, tunnels et viaducs	7		
	Systèmes d'éclairage des rues	8		
	Aires de stationnement	9		
	Parcs et terrains de jeux	10 68 630	68 630	133 318
	Autres infrastructures	11		
	Réseau d'électricité	12		
	Bâtiments			
	Édifices administratifs	13		
	Édifices communautaires et récréatifs	14		
	Améliorations locatives	15	278	816
	Véhicules			
	Véhicules de transport en commun	16		
	Autres	17	18 575	649 200
	Ameublement et équipement de bureau	18 12 595	20 606	4 836
	Machinerie, outillage et équipement divers	19 37 770	39 576	84 974
	Terrains	20		
	Autres	21		21 882
		22 3 553 848	3 582 518	1 446 225

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>				
	Infrastructures autres que pour nouveau développement			
	Conduites d'eau potable	23 14 280	14 280	34 448
	Usines de traitement de l'eau potable	24 314 523	314 523	54 357
	Usines et bassins d'épuration	25		
	Conduites d'égout	26 2 081 283	2 081 283	85 610
	Autres infrastructures	27 1 093 397	1 093 397	510 102
	Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
	Conduites d'eau potable	28		
	Usines de traitement de l'eau potable	29		
	Usines et bassins d'épuration	30		
	Conduites d'égout	31		
	Autres infrastructures	32		
	Autres immobilisations corporelles	33 50 365	79 035	761 708
		34 3 553 848	3 582 518	1 446 225

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	6 739		6 739	
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	4 014 503		759 942	3 254 561
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	1 589 323	8 182	10 645	1 586 860
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	5 610 565	8 182	777 326	4 841 421
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	5 747 486			5 747 486
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	5 747 486			5 747 486
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	13				
	14	5 747 486			5 747 486
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs					
Autres	15				
	16				
	17	5 747 486			5 747 486
	18	11 358 051	8 182	777 326	10 588 907
Dettes en cours de refinancement	19	()		()	
Reclassement / Redressement	20				
Dettes à long terme	21	11 358 051	8 182	777 326	10 588 907

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	10 583 700
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	2 856 579
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	5 747 486
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	7 692 793
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	15	5 081
Endettement net à long terme	16	7 697 874
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	532 320
Communauté métropolitaine	18	34 853
Autres organismes	19	516 989
Endettement total net à long terme	20	8 782 036
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	8 782 036
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020	
Administration générale					
	Greffe et application de la loi	1	26 224	26 224	11 985
	Évaluation	2	72 387	72 387	54 108
	Autres	3	84 676	84 676	87 132
Sécurité publique					
	Police	4	994 704	(75 031)	(60 440)
	Sécurité incendie	5	61 341	61 341	52 703
	Sécurité civile	6			
	Autres	7			
Transport					
	Réseau routier	8	19 316	19 316	8 988
	Transport collectif	9	335 701	335 701	326 047
	Autres	10			
Hygiène du milieu					
	Eau et égout	11	19 438	19 438	20 593
	Matières résiduelles	12	697 720	697 720	725 985
	Cours d'eau	13	141 891	141 891	83 961
	Protection de l'environnement	14			
	Autres	15			
Santé et bien-être					
	Logement social	16	40 305	40 305	40 496
	Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement					
	Aménagement, urbanisme et zonage	18	28 544	28 544	30 248
	Rénovation urbaine	19			
	Promotion et développement économique	20	28 362	28 362	28 091
	Autres	21			
Loisirs et culture					
	Activités récréatives	22	22 391	22 391	23 141
	Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité					
		24			
		25	2 573 000	1 503 265	1 433 038

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	3 553 848	1 414 712
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	3 553 848	1 414 712

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	10,00	40,00	21 402,00	759 419	205 166	964 585
Professionnels	2						
Cols blancs	3	6,00	32,50	10 919,00	256 022	75 640	331 662
Cols bleus	4	13,00	40,00	25 010,00	556 701	128 198	684 899
Policiers	5						
Pompiers	6	3,00	40,00	4 162,00	195 262	19 854	215 116
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	32,00		61 493,00	1 767 404	428 858	2 196 262
Élus	9	7,00			112 348	6 840	119 188
	10	39,00			1 879 752	435 698	2 315 450

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	189 393	(5 041)			184 352
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	506 353				506 353
	17	695 746	(5 041)			690 705

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2	28 710	21 640
Autres	3		
	4	28 710	21 640
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	46 276	28 533
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	46 276	28 533
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	3 916	2 952
Enlèvement de la neige	11	3 123	235
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	7 039	3 187
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	33 493	33 493
Réseau de distribution de l'eau potable	17	57 853	43 606
Traitement des eaux usées	18	3 123	2 354
Réseaux d'égout	19	55 931	42 157
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23	5 598	4 219
Protection de l'environnement	24		
Autres	25	1 345	1 014
	26	157 343	126 843
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	885	886
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	885	886
Réseau d'électricité			
	40		
	41	240 253	181 089

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Benoit Marcotte	Conseiller	6 638	3 319		
Carole Boisvert	Conseiller	6 638	3 319		
Jarrod Gosselin	Conseiller	6 638	3 319		
Gilles Lamoureux	Conseiller	7 208	3 609		
Claude Ménard	Conseiller	7 045	3 526		
Nathalie Fillion	Conseiller	6 638	3 319		
Alexandre Belisle	Maire	24 564	12 282	19 499	9 250

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 1 000 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2 3

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 4 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 5 6

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 7 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 8 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 9 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 10 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 11 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 12 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 13 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 14 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 15 _____ \$

Ligne 19 : Créanciers et charges à payer 16 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 17 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

18 19

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

20 _____ \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

21 22

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021

23 28 555 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

24 25

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

26 _____ \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

27 28

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

29 _____ \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

30 31

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

32 33

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

34 35

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

36 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

37 38

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

39 _____ \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

40 41

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

42 _____ \$

- b) autres formes d'aide

43 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021

44 _____ \$

Facteur comparatif de 2021

45 _____

Valeur uniformisée

46 _____ \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

47 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

48 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

49 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

50 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

51 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

52 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

53 _____ \$

Systèmes de drainage

54 _____ \$

Abords de routes

55 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

56 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

57 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

58 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

59 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

S/O

▪ Relatives à l'entretien d'été :

S/O

e) Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :

S/O

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :

S/O

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

60 _____

b) Date d'adoption de la résolution

61 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 62 63
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 64 088-2011
- b) Date d'adoption de la résolution 65 2011-04-04
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 66 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 67 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 68 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8) 69 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 9) 70 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne (art.10) 71 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11) 72 _____
- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 73 _____
- i) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de plus de 20 kg (art. 16) 74 _____
- j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 75 _____
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? 76 77
13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021
- | | | | |
|--|----|--|----|
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL | 78 | | \$ |
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres | 79 | | \$ |
| Ministère des Transports | 80 | | \$ |
| Ministère de la Culture et des Communications | 81 | | \$ |
| Autres ministères/organismes | 82 | | \$ |
| | 83 | | \$ |

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de la MUNICIPALITÉ DE VERCHÈRES,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la MUNICIPALITÉ DE VERCHÈRES (ci-après la « municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*MPA inc.*¹
Société de comptables professionnels agréés

MPA inc. société de comptables professionnels agréés / Robert Arbour CPA auditeur, CA
Montréal le 3 mai 2022

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	7 763 458
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	380 502
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	29 831
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	7 353 125

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	800 138 800
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	802 258 200
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	801 198 500

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2021 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	0,9178 / 100 \$
--	----	-----------------

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

OUI NON S.O.

- | | | | | | |
|----|---|---|-------------------------------------|----|-------------------------------------|
| 1. | Est-ce que le rapport financier est consolidé? | 1 | <input checked="" type="checkbox"/> | 2 | <input type="checkbox"/> |
| | Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ». | | | | |
| | Si oui, présentez-vous le budget consolidé? | 3 | <input type="checkbox"/> | 4 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 2. | La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? | 5 | <input type="checkbox"/> | 6 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 3. | Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? | 7 | <input type="checkbox"/> | 8 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 4. | Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? | 9 | <input type="checkbox"/> | 10 | <input checked="" type="checkbox"/> |

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

- | | | | | | | | |
|----|--|----|--------------------------|----|--------------------------|----|-------------------------------------|
| 5. | La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? | 11 | <input type="checkbox"/> | 12 | <input type="checkbox"/> | 13 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 6. | La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? | 14 | <input type="checkbox"/> | 15 | <input type="checkbox"/> | 16 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 7. | La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? | 17 | <input type="checkbox"/> | 18 | <input type="checkbox"/> | 19 | <input checked="" type="checkbox"/> |

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

- | | | | | | | | |
|----|--|----|--------------------------|----|--------------------------|----|-------------------------------------|
| 8. | Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? | 20 | <input type="checkbox"/> | 21 | <input type="checkbox"/> | 22 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| | Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? | 23 | <input type="checkbox"/> | 24 | <input type="checkbox"/> | | |

La question 9 s'applique aux municipalités locales seulement.

- | | | | | | |
|----|---|----|--------------------------|----|-------------------------------------|
| 9. | La municipalité possède-t-elle sur son territoire une personne assujettie à l'article 222 LFM (personne autoconsommatrice d'électricité)? | 25 | <input type="checkbox"/> | 26 | <input checked="" type="checkbox"/> |
|----|---|----|--------------------------|----|-------------------------------------|

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2022

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	6
Questionnaire	8

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	5 839 640
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	156 300
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	
	11	5 995 940

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	656 700
Égout	13	534 000
Traitement des eaux usées	14	
Matières résiduelles	15	673 900
Autres		
▪ Vidanges fosses septiques	16	29 500
▪ Cour d'eau	17	23 500
▪	18	
Centres d'urgence 9-1-1	19	20 000
Service de la dette	20	117 300
Pouvoir général de taxation	21	
Activités de fonctionnement	22	
Activités d'investissement	23	
	24	2 054 900
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	25	
Autres	26	
	27	
	28	2 054 900
	29	8 050 840

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	11 000
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	31 000
	9	42 000

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	42 000

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	5 060
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	5 060

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	47 060

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	740 379 909	x 0,5694 /100 \$	4 215 724				
Immeubles de 6 logements ou plus	3		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	4	53 269 151	x 1,3200 /100 \$	703 153				
Immeubles industriels	5		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7		x /100 \$					
Immeubles forestiers	8		x /100 \$					
Immeubles agricoles	9	161 707 667	x 0,5694 /100 \$	920 763				
Total	10			5 839 640	()	()		5 839 640
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	11		x /100 \$					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	12		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	13		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	14		x /100 \$					
Immeubles industriels	15		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	16		x /100 \$					
Autres	17		x /100 \$					
Immeubles forestiers	18		x /100 \$					
Immeubles agricoles	19		x /100 \$					
Total	20				()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	21	x	/100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	22	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	23	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$					
Immeubles industriels	25	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	26	x	/100 \$					
Autres	27	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	28	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	29	x	/100 \$					
Total	30				()	()		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	31	x	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	32	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	33	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	34	x	/100 \$					
Immeubles industriels	35	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	36	x	/100 \$					
Autres	37	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	38	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	39	x	/100 \$					
Total	40				()	()		
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	41	x	%		()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**
(montant fixe)**Par unité de logement**

Eau	1	200,00 \$
Égout	2	200,00 \$
Eau et égout	3	\$
Traitement des eaux usées	4	\$
Matières résiduelles	5	255,00 \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code	Préciser
-------------	------	------	----------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	703 153					920 763
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	703 153					920 763

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

	Immeubles forestiers	Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1	4 215 724		156 300	5 995 940
De secteur	2				
Autres	3				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4			117 300	117 300
Autres	5			1 917 600	1 917 600
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	4 215 724		2 191 200	8 030 840

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de :			
2021	21 _____		\$
2022	22 _____		\$
▪ Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de :			
2021	23 _____		\$
2022	24 _____		\$
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022 :			
▪ une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	
▪ une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2022 pour des exploitations agricoles enregistrées?	31 <input checked="" type="checkbox"/>	32 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	33 _____	788 519	\$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	34 _____ \$
6. Date d'adoption du budget par le conseil	35 _____ 2021-12-13
7. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	36 _____ 10 643 250 \$
8. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	37 _____ 409 400 \$
9. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	38 _____ 225 460 \$
10. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	39 _____ 700 000 \$

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Luc Forcier, atteste que le rapport financier consolidé de Municipalité de Verchères pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 3 mai 2022.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou greffier-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Municipalité de Verchères.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Municipalité de Verchères consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Municipalité de Verchères détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2022-04-25 15:12:06

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		<u>Réalisations 2020</u>	<u>Budget 2021</u>	<u>Réalisations 2021</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
					Total consolidé ¹	
Revenus						
Fonctionnement	1	9 485 539	9 040 400	9 631 398	1 281 912	9 843 575
Investissement	2	303 029		(5 041)		(5 041)
	3	9 788 568	9 040 400	9 626 357	1 281 912	9 838 534
Charges	4	8 987 308	10 140 790	9 602 971	1 330 602	9 863 838
Excédent (déficit) de l'exercice	5	801 260	(1 100 390)	23 386	(48 690)	(25 304)
Moins : revenus d'investissement	6	(303 029)		(5 041)		(5 041)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	498 231	(1 100 390)	28 427	(48 690)	(20 263)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	1 685 672		1 763 770	33 871	1 797 641
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10	(458 674)	(393 600)	(489 630)	(10 645)	(500 275)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(1 074 712)	(530 000)	(702 310)		(702 310)
Excédent (déficit) accumulé	12	451 474	347 690	349 543	28 628	378 171
Autres éléments de conciliation	13		1 676 300	3 809		3 809
	14	603 760	1 100 390	925 182	51 854	977 036
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	1 101 991		953 609	3 164	956 773

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2020	2021	2020
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	3 573 793	1 666 870	2 002 655
Débiteurs	2	7 465 798	7 073 269	7 192 318
Placements de portefeuille	3			
Autres	4			
	5	11 039 591	8 740 139	9 194 973
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	11 294 141	10 546 949	11 309 992
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			113 530
Autres	9	1 007 057	1 207 812	1 385 923
	10	12 301 198	11 754 761	12 051 609
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(1 261 607)	(3 014 622)	(2 856 636)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	12	30 701 760	32 484 501	32 554 465
Autres	13	89 820	83 480	98 591
	14	30 791 580	32 567 981	32 653 056
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	1 698 248	2 107 073	2 162 386
Excédent de fonctionnement affecté	16	1 584 220	1 685 095	1 823 352
Réserves financières et fonds réservés	17	481 826	587 500	602 905
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18	(48 059)	(36 751)	(6 079)
Financement des investissements en cours	19		(2 856 579)	(2 856 579)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	25 717 620	27 993 519	28 058 277
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	29 529 973	29 553 359	29 796 420
				29 821 724

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Équilibre budgétaire	23	500 000	435 000
▪ CIT	24	529 763	559 763
▪ 350e	25	100 975	60 000
▪ Collecte sélective	26	158 136	193 135
▪ Membrane usine	27	270 000	240 000
▪ Boue épuration	28	86 222	56 322
▪ Évaluation	29	40 000	40 000
▪	30		
▪	31		
	32	1 685 096	1 584 220
Organismes contrôlés et partenariats ¹	33	138 256	
	34	1 823 352	1 584 220
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale	35	587 500	481 826
Organismes contrôlés et partenariats ¹	36	15 405	
	37	2 426 257	2 066 046

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	7 692 793
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	8 782 036

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021 Total consolidé	2020 Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		6 739
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	1 586 860	1 589 323
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	3 254 561	4 014 503
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	5 747 486	5 747 486
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	10 588 907	11 358 051

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		Réalizations 2020 Administration municipale	Budget 2021 Administration municipale	Réalizations 2021 Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	11	7 494 295	7 651 400	7 763 458	7 763 458
Compensations tenant lieu de taxes	12	45 028	42 800	70 541	70 541
Quotes-parts	13				
Transferts	14	1 123 093	581 700	695 746	695 746
Services rendus	15	214 418	318 500	283 601	323 214
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	460 784	348 000	666 162	834 414
Autres	17	147 921	98 000	151 890	156 202
	18	9 485 539	9 040 400	9 631 398	9 843 575
Investissement					
Taxes	19	303 029			
Quotes-parts	20				
Transferts	21			(5 041)	(5 041)
Autres	22				
	23	303 029		(5 041)	(5 041)
	24	9 788 568	9 040 400	9 626 357	9 838 534

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
Administration générale	1	1 083 841	49 190	1 133 031	1 201 729	1 073 194
Sécurité publique						
Police	2	1 010 208		1 010 208	1 182 035	1 186 739
Sécurité incendie	3	512 649	140 868	653 517	653 517	533 501
Autres	4	11 110		11 110	11 110	21 416
Transport						
Réseau routier	5	768 049	441 601	1 209 650	1 209 650	1 061 569
Transport collectif	6	335 701		335 701	335 701	326 561
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	1 065 622	959 608	2 025 230	2 025 230	1 925 276
Matières résiduelles	9	697 720		697 720	697 720	725 986
Autres	10	174 503	11 964	186 467	186 467	124 735
Santé et bien-être	11	73 248		73 248	73 248	79 670
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	299 250	725	299 975	299 975	283 995
Promotion et développement économique	13	125 352	1 923	127 275	127 275	121 813
Autres	14					
Loisirs et culture	15	1 441 695	157 891	1 599 586	1 599 586	1 521 699
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	240 253		240 253	260 595	194 479
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	7 839 201	1 763 770	9 602 971	9 863 838	9 180 633
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	1 763 770 (1 763 770)			
	21	9 602 971		9 602 971	9 863 838	9 180 633

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalizations 2020		Réalizations 2021	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	303 029	(5 041)		(5 041)
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (1 414 712)	(3 553 848)	(28 670)	(3 582 518)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 ())))
Financement à long terme des activités d'investissement	4	3 742 000			
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	1 074 712	702 310		702 310
Excédent accumulé	6	380 000		28 670	28 670
	7	3 782 000	(2 851 538)		(2 851 538)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	4 085 029	(2 856 579)		(2 856 579)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14